

CIBLE

Opposition

Jacques Chirac ne cesse de répéter que la guerre est « la pire des solutions ». Jean-Pierre Raffarin souligne qu'elle est la « dernière extrémité ». Ils ont raison. Et la France, telle qu'elle s'exprime par la voix de Dominique de Villepin, n'est pas seule face à la volonté belliqueuse du gouvernement des États-Unis. Nous sommes sur la même ligne que l'Allemagne, la Russie et la Chine partagent notre point de vue.

A une forte majorité, les peuples d'Europe réprouvent la guerre annoncée par les dirigeants américains – eux-mêmes confrontés à une opposition populaire qui prend de l'ampleur.

Gouvernants et simples citoyens savent que la production soudaine de preuves sur le danger des armements irakiens relèverait de la manipulation.

Il faut donc que chacun joue son rôle, selon sa situation et ses possibilités. Les dirigeants français doivent décider l'utilisation de leur droit de veto au Conseil de sécurité. Les citoyens hostiles à une guerre préventive contre l'Iraq doivent manifester massivement leur opposition à M. Bush. Tous dans la rue le 15 février !

LUTTES DE CLASSES

Un enjeu politique

Sarkozy

Racolage électoral

p. 2

Habermas

La question bioéthique

p. 9

Prurit de racolage électoral

Il n'y a pas de retour à l'ordre moral : par accord tacite, indifférence ou démagogie, les hiérarques de gauche laissent faire Nicolas Sarkozy. Le ministre de l'Intérieur n'a pas le temps de penser aux questions de fond : il fait du ramassage électoral avec l'efficacité des parfaits cyniques.

J'appartiens à la race des héros du second mandat présidentiel : ce peuple du métro exposé aux tire-laine, vendeurs de substances illicites, voleurs de sacs et violeurs en série. Je n'ai pas plus envie que mes compagnes et compagnons de routes souterraines de me faire dépouiller ou agresser. Mais le peuple métropolitain ne vit pas dans la peur contrairement à une opinion courante chez les privilégiés qui circulent en voiture avec chauffeur et gardes du corps.

Ces messieurs et ces dames devraient prendre en compte un fait majeur : sous terre, la plupart des morts violentes sont celles des malheureux qui viennent s'y suicider. Mais comme la misère sociale est la principale cause de ces suicides, les bien-pensants préfèrent ne pas y penser. Telle est l'hypocrisie de la classe dirigeante, son imposition chronique qui nourrit le

cynisme sarkozien. Les oligarques de droite ne sont pas des partisans du retour à l'ordre moral, dont les oligarques de gauche nous protégeraient. Les uns et les autres s'en moquent. La moralisation de la vie politique impliquerait l'exemplarité d'une classe dirigeante renonçant au népotisme, au trafic d'influence, au favoritisme (1), à la corruption. Aujourd'hui, il s'agit simplement de récupérer des électeurs de Jean-Marie Le Pen (sans vouloir comprendre que cet électorat rejette l'oligarchie dans sa totalité) en pratiquant la démagogie sécuritaire et la stratégie de la tension : faire peur et rassurer, c'est d'ailleurs ainsi qu'est structurée l'actualité télévisée depuis une quinzaine d'années.

Il n'est donc pas surprenant que Nicolas Sarkozy et Cécilia soient les enfants chéris des médias. En plaçant sous le signe de l'insécurité la petite

délinquance, la « mendicité agressive », la prostitution, les immigrés clandestins et les réfugiés politiques, le ministre de l'Intérieur offre du bon spectacle et se met en scène avec un aplomb formidable. Certes, le prurit de racolage électoral n'est pas une activité délictueuse. Mais le grand nettoyage social (2) entrepris par le successeur potentiel de Jacques Chirac n'est qu'un balayage de surface, qui provoquera un surcroît de souffrances sans que la sûreté s'en trouve mieux garantie.

Exemple ? La prostitution. L'Assemblée nationale a confondu le racolage actif et passif dans un même délit qui sera puni de deux mois de prison et de 3 750 € d'amende. Ceci au mépris des impératifs de sécurité des personnes et de santé publique puisque les prostituées et les associations qui les aident expliquent depuis des semaines que cette méthode, qui établit une pro-

hibition de fait, poussera les femmes et les hommes qui se prostituent (en général pour échapper à la misère matérielle) vers la clandestinité. Ce qui les exposera encore plus aux proxénètes, aux agressions et aux maladies. Est-il besoin de souligner que les prostituées étrangères qui seront expulsées seront « recyclées » dans des réseaux tenus par des proxénètes dont la cruauté est extrême ?

Nicolas Sarkozy affirme vouloir « contenir » la prostitution et lutter contre le proxénétisme. Il a au contraire choisi de rendre invisible le commerce de la chair aux moindres coûts budgétaires. Une politique abolitionniste (qui ne réprime pas les personnes qui se prostituent mais qui visent à les sortir de cette misère) implique des mesures de protection et de réinsertion de grande ampleur. Là encore, l'austérité budgétaire s'oppose à une authentique vertu politique – qui n'a rien à voir avec une politique de la vertu.

Maria DA SILVA

(1) cf. Olivier Toscer, « Argent public, fortunes privées. Histoire secrète du favoritisme d'Etat », Denoël, 2002 (prix franco : 20 €). Et notre article dans *Royaliste* n° 807.

(2) cf. *La Croix* du 16/1/03 qui cite l'enregistrement d'un discours aux fonctionnaires préfectoraux : après les mendiants, les gitans et les prostituées, Nicolas Sarkozy annonce des expulsions massives de clandestins et prie les fonctionnaires de lever les « obstacles psychologiques » qui s'opposent à l'expulsion des familles entières, sans oublier les enfants scolarisés.

royaliste 
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Racolage électoral - p.3 : Réveuse gauchardie - Passage en force - p.4 : Zèle libéral, gel imbécile - Cambodge - p.5 : Une monarchie européenne ? - p.6/7 : Royaliste et ses lecteurs - p.8 : Choc en toc - Persévérer dans l'absurde - p.9 : Habermas - p.10 : Effets de mémoire - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Luttes de classes.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,

75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Rêveuse-gauchardie

Des patrons de choc pratiquent la fermeture-surprise et le licenciement massif.

Un ministre de l'Intérieur fait adopter un dispositif froidement répressif. Et pendant ce temps, à quoi rêvent les socialistes ? Au lieu de s'opposer, comme c'est leur rôle, ils attendent de revenir sur un terrain nettoyé.

Au *Figaro*, cette brave Sophie Huet n'en revenait pas. Lors du débat sur la sécurité intérieure, les socialistes qui avaient dénoncé un texte « liberticide », claironné qu'on faisait « la guerre aux pauvres » et manifesté (piteusement) contre Nicolas Sarkozy dans les rues de Paris ne s'étaient pas battus ! Pas de protestation sur l'extension du fichier d'empreintes génétiques, des réactions confuses face aux nouvelles dispositions réprimant la prostitution, un vague baroud d'honneur en fin de discussion.

Sans émettre ici de jugement sur le fond, il n'est pas totalement inutile de s'interroger sur la mollesse des dirigeants socialistes. Pourquoi ces adeptes du « bougisme » ne bougent-ils pas ?

La réponse est simple : certains hiérarques partagent le point de vue sécuritaire de Nicolas Sarkozy et, d'une manière plus générale, les chefs socialistes considèrent vraisemblablement que les débats qui agitent la presse depuis la rentrée (décentralisme, sécurité, fermeture d'usines et licenciements abusifs) sont tout à fait secondaires.

L'important, pour les oligarques de gauche, c'est ce qui se joue à l'intérieur du Parti socialiste : la bataille triangulaire entre François Hollande,

Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius en vue du prochain congrès et la préparation du duel entre « Dominique » et « Laurent » pour la candidature à l'élection présidentielle de 2007. Pour nous, il est anecdotique que « François » finisse piétiné et la préférence pour l'un ou l'autre des deux crocodiles roses nous paraît relever du jugement esthétique car tous deux sont ralliés depuis longtemps à l'ultra-libéralisme.

L'attitude des patrons socialistes appelle cependant deux observations politiques :

- nous commençons à subir les effets négatifs du quinquennat puisque la gauchardie et la chiraquie (le duel Juppé-Sarkozy) préparent déjà la conquête du palais présidentiel.

- nous nous enfermons chaque année un peu plus dans un système oligarchique qui nous prive de véritable opposition parlementaire, ce qui réduit encore le débat démocratique dans le pays et l'expose toujours plus aux pulsions violentes.

L'opposition attend son tour, en regardant la majorité déblayer le terrain social, tandis que les citoyens sont priés d'assister au spectacle. Restons-nous sages ?

Annette DELRANCK

Passage en force

Le peu de cas que font Jean-Pierre Raffarin, Francis Mer et François Fillon de l'opinion exprimée par les salariés d'EDF et de GDF est annonciateur de la méthode que le gouvernement souhaite adopter pour traiter l'ensemble du dossier retraites : celle du passage en force.

Rappel des faits : avant de privatiser EDF et GDF, le ministre de l'Économie et des Finances doit réformer le régime de retraites des deux entreprises. Des négociations débutent entre patronat et syndicats, qui aboutissent à un accord en décembre 2002. La CFDT, la CFE-CGC et la CFTC déclarent qu'elles le signeront. La CGT-FO, qui a refusé de participer aux discussions, ne signera pas. Reste la CGT. Largement majoritaire (54 % aux dernières élections professionnelles), ce syndicat est favorable à une signature mais, avant, organise un référendum. Contre toute attente, le 9 janvier 2003, les salariés rejettent l'accord. Trois jours plus tard, le ministre de l'Économie et des Finances annonce que l'accord sera néanmoins appliqué.

Certes, la loi autorise le gouvernement à agir ainsi puisqu'il suffit qu'une seule organisation syndicale représentative signe un accord pour qu'il soit valable. Notons au passage, une fois de plus, l'hypocrisie de la CFDT qui, à l'échelon national, est opposée aux accords minoritaires, mais qui, quand cela arrange ses affaires, n'hésite pas à réclamer l'application d'un accord ultra-minoritaire.

Certes, le gouvernement peut affirmer que la majorité des électeurs n'a pas répondu à la question qui était posée. Ainsi, ils ne se seraient pas prononcés contre la réforme du régime de

retraite, mais contre la privatisation des deux entreprises. Une analyse détaillée du scrutin peut, en effet, accréditer cette thèse. Les retraités d'EDF et de GDF, inquiets pour leur retraite, ont voté pour la réforme à une large majorité ; les actifs, soucieux quant à l'avenir de leur entreprise et de leur emploi, ont voté contre la privatisation.

La logique aurait voulu qu'avant d'aborder la question des régimes spéciaux de retraite, le gouvernement s'attaque à la réforme du régime général. Mais l'empressement de Francis Mer à privatiser EDF et GDF, pour clore son budget 2003, a obligé le gouvernement à mettre la charrue avant les bœufs. Depuis, François Fillon consulte tous azimuts, en France, mais aussi à l'étranger. Il vient, en effet, de se livrer à une étude comparative des réformes réalisées dans d'autres pays d'Europe.

De leur côté, les organisations syndicales, pourtant acquiesces à la réforme, appellent à une manifestation unitaire le 1^{er} février. Leur motivation demeure toutefois ambiguë : certes, elles appellent à la mobilisation, mais ne s'agit-il pas de ne pas être dépassées par leur base, comme en 1995 ? D'où, pour elles, la nécessité d'anticiper le mouvement de mécontentement pour mieux le récupérer puis l'étouffer. Pour la CFDT, la réponse ne fait pas de doute. Quant, à la CGT, elle y verra plus clair après son congrès de mars.

Nicolas PALUMBO

Zèle libéral, gel imbécile

Dans l'ordre économique, l'ultra-libéralisme et le collectivisme stalinien aboutissent-ils aux mêmes résultats absurdes et désastreux ? Cette hypothèse vieille d'un quart de siècle se vérifie actuellement dans un certain nombre de cas.

A la manière du Gosplan, la Commission de Bruxelles applique aveuglément une idéologie inepte et des principes absurdes.

A la manière des commissaires politiques du Parti, les apparatchiks libéraux tentent de nous faire croire que les échecs de leur système sont provoqués par une trop grande timidité dans l'application de la ligne générale. Ainsi, la récession qui menace l'Europe (à commencer par l'Allemagne) ne serait pas provoquée par l'ultra-libéralisme mais au contraire par un manque de libéralisme.

Il faudrait donc réformer de manière plus « énergique » les systèmes sociaux, autrement dit réduire la protection des personnes à défaut de la détruire. C'est ce que réclament l'OCDE et la Commission européenne. Cette dernière exige plus précisément que la France procède rapidement à une « réforme » des retraites...

A la manière des bureaucrates soviétiques, les mêmes commissaires européens viennent de lancer des avertissements à plusieurs pays (Allemagne, France, Italie) qui ont un déficit budgétaire jugé excessif par les maniaques de l'équilibre des finances publiques.

Certes, Jean-Pierre Raffarin et Francis Mer ont rétorqué qu'ils maintiendraient leurs objectifs de baisses d'impôts (inefficaces pour une relance) et les commentateurs ont vanté

cette audace. En fait, le gouvernement français continue de respecter le pacte de stabilité - en s'accordant quelques écarts pour tenir compte des promesses électorales. Francis Mer en effet n'a-t-il pas annoncé un gel des crédits budgétaires qui portera sur 4 milliards d'euros ? Au lieu de procéder à des investissements massifs et à des augmentations substantielles de salaires dans la fonction publique pour soutenir l'activité industrielle déclinante et la demande des consommateurs, on restreint les dépenses alors que nul n'ignore la faiblesse de l'investissement privé et la baisse de la consommation des ménages.

Cette gestion imbécile, qui était aussi celle des oligarques de gauche, crée des pénuries scandaleuses dans un pays aussi riche que le nôtre. La crise des hôpitaux est connue. Et voici que la prestigieuse faculté des sciences d'Orsay annonce qu'elle ferme pendant quinze jours car elle n'a plus d'argent pour payer le chauffage ! Là encore, voilà qui rappelle le soviétisme moribond. Mais il y a entre le brejnévisme agonisant et les raffarinades une différence capitale : la pénurie soviétique était engendrée par les structures de l'économie planifiée, alors que nos « dysfonctionnements » résultent des décisions absurdes de quelques irresponsables. Il serait tellement simple, en France, de changer le cours des choses...

Sylvie FERNOY

« Que le ciel protège notre roi »

Un nouveau parti politique est né au Cambodge et fait déjà parler de lui en proposant une réforme constitutionnelle. Et quelle réforme ! puisqu'elle concerne la désignation du roi.

L'*Esprit Khmer* est le nom de ce nouveau parti qui regroupe des anciens du *FUNCINPEC* (1) du prince Norodom Ranariddh et des déçus du parti de Sam Rainsy. Dirigé par d'éminentes personnalités cambodgiennes, dont d'anciens ministres, il n'a pas de représentants élus, car il n'y a encore eu aucun scrutin depuis sa constitution.

Le Cambodge vit sous le régime d'une monarchie élective. Lorsque le roi disparaît, le Conseil du Trône désigne son successeur dans les sept jours qui suivent, parmi les sept premiers princes descendant en droite ligne d'Ang Duong (2). Ce Conseil est composé du Président de l'Assemblée nationale et de ses deux adjoints, du Premier ministre et des deux Vénérables représentant les deux ordres du bouddhisme (aristocratique et populaire) (3).

Sa Majesté le roi Norodom Sihanouk, « l'ombre sous laquelle s'abrite le peuple », est âgé de quatre-vingt ans. Sa santé inquiète parfois. Ses médecins chinois lui ont obtenu la rémission d'un cancer et d'une tumeur au cerveau. Mais il est diabétique et ressent par moments une intense fatigue. Il garde pourtant une activité importante et, pour l'avoir récemment rencontré, nous pouvons témoigner de sa vive acuité intellectuelle.

Certains posent néanmoins déjà le problème de sa succession. On évoque trois cas de figure :

1) le gouvernement, dirigé par Hun Sen, un ancien khmer rouge, met fin à la monarchie ;

2) S.A.R. le prince Norodom Ranariddh (4) lui succède ;

3) S.A.R. le prince Norodom Sihamoni (5) monte sur le trône.

L'Esprit Khmer fait donc une proposition destinée à éviter la première hypothèse et demande qu'elle soit inscrite dans la constitution.

En clair, *L'Esprit Khmer* suggère que le roi soit élu au suffrage universel, « sans publicité ». C'est-à-dire sans campagne électorale.

Un ou plusieurs princes de la lignée d'Ang Duong pourraient donc faire acte de candidature et, sans qu'il y ait affrontement, le peuple se prononcerait. Il y a, dans cette éventualité, un avantage et des inconvénients. L'avantage est de légitimer plus encore le roi par rapport au pouvoir politique. Un des inconvénients viendrait du fait où il y aurait, par exemple, deux candidats, le vaincu pouvant légitimement en tirer amertume.

Et puis, cela ne risque-t-il pas de désacraliser la fonction royale ? L'élection par le Conseil du Trône garde une part de magie et de mystère dont se nourrit le peuple.

Robert GESNOT

(1) *FUNCINPEC* : Front Uni National pour un Cambodge Indépendant Neutre Pacifique et Coopératif.

(2) Ang Duong : 1796-1860, roi en 1847.

(3) On trouvera sur le site http://www.kh.refer.org/cbodge_ct/tur/hi/st/roi.htm des explications détaillées sur les règles compliquées de la succession.

(4) SAR Norodom Ranariddh : actuel Président de l'Assemblée nationale.

(5) SAR Norodom Sihamoni : actuel ambassadeur plénipotentiaire du Cambodge auprès de l'UNESCO.

Une monarchie européenne ?

La proposition franco-allemande d'une double présidence a fait ressurgir le risque de dyarchie au sommet. En réalité, l'enjeu serait de faire passer l'Europe du stade du despotisme éclairé à celui de la monarchie constitutionnelle.

Les débats de la Convention européenne font singulièrement écho à ceux qui ont longtemps divisé les interprètes et les réformateurs des institutions de la V^e République française. L'offensive puissante, menée notamment par le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, tendant à instaurer une présidence unique, fusionnant présidence du Conseil et présidence de la Commission, rappelait les tentatives en faveur d'un « régime présidentiel » inspiré des États-Unis, à la différence près que le président en question, selon certains, serait responsable devant le Parlement, donc un régime parlementaire. D'aucuns imaginaient même dans cette dernière hypothèse un président soliveau, pourquoi pas le grand-duc du Luxembourg comme y pensait en son temps le président Pompidou, ficelé dans un intenable triumvirat.

Le compromis passé entre Chirac et Schröder (contre Fischer) revient à la dualité des présidences, mais en les organisant, en les articulant selon un schéma président-Premier ministre, certes plus familier à la France contemporaine qu'à aucun des autres États-membres : un président du Conseil pour les grandes décisions et la représentation extérieure, le président de la Commission pour la gestion des politiques communes et les questions intérieures, notamment la politique économique où son pouvoir serait renforcé. Le président du Con-

seil n'est pas responsable devant le Parlement, à l'inverse du président de la Commission. Les deux ont un mandat de cinq ans.

Nous sommes dans la logique de la monarchie constitutionnelle, sinon que l'évolution historique a conduit celle-ci à un déséquilibre de pouvoirs au profit du Premier ministre : le roi règne mais ne gouverne pas. Le général de Gaulle a coupé net cette évolution en faisant élire le président au suffrage universel. En passant au stade de la monarchie élective, le président acquerrait une légitimité plus forte que le Premier ministre : « l'homme de la nation » face à celui des départements. On connaît ensuite les difficultés dites de la cohabitation. Certains accusent la France d'avoir voulu institutionnaliser celle-ci à l'échelle européenne. On imagine à la tête du Conseil l'homme de l'une des deux ou trois grandes nations européennes, à la tête de la Commission un représentant qualifié des « petits pays » qui s'estiment frustrés dans le processus. Il n'est pas invraisemblable non plus que le président du Conseil et celui de la Commission soient d'une couleur politique différente, voire opposée, du fait du mode d'élection des parlementaires européens.

En attendant, c'est la Constitution qui doit déterminer leurs pouvoirs respectifs. Comment trancher entre des responsabilités aussi

imbriquées, entre l'extérieur et l'intérieur, quand tout est indissolublement lié ? Qui siègera au G 8, le groupe des pays les plus industrialisés ? Séparera-t-on en Europe ce que l'on vient de regrouper en France : les affaires étrangères et l'aide au développement ? Les délégations de la Commission à l'étranger seront transformées en délégations de l'Union, pourquoi ne pas dire ambassades, avec une « diplomatie européenne » se superposant aux diplomaties nationales. Mais le ministre des affaires étrangères de l'Union européenne n'aura, plus encore que ses homologues nationaux, que la portion congrue, les délégations relevant déjà d'autres directions de la Commission (commerce, agriculture, transports, etc.) avec leurs bureaucraties compliquées. Il ne lui restera d'autre exutoire que d'empiéter sur les représentations nationales.

Comment renforcer les pouvoirs du président de la Commission et ceux du président du Conseil, non au détriment l'un de l'autre, sinon au détriment des nations ? Certes il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle, mais on a bien compris que plusieurs États-membres n'attendent que cette occasion pour « renationaliser » une partie des politiques communes. « Dégraisser le mammoth », comme on a dit en France de l'Éducation nationale, pour se concentrer sur l'essentiel, le régalien, le véritable « intérêt général européen »... si on parvient à la définir clairement.

Yves LA MARCK

Voir *Royaliste* n° 785 du 7 janvier 2002 sur le même thème.

BRÈVES

♦ **RECTIFICATIF** – Dans notre dernier numéro nous avons publié un écho concernant les parlementaires suédois désireux d'abolir la monarchie et opposés leur position à l'opinion publique de Suède largement majoritaire en faveur de la royauté. Une regrettable distraction nous a fait parler de l'opinion publique « danoise » au lieu de suédoise...

♦ **BELGIQUE** – Épilogue dans l'affaire concernant le livre « Dossier pédophile » qui mettait en cause, d'une manière nauséabonde, le roi Albert II (voir *Royaliste* 778/779/780). Déjà, dès octobre 2001, le juge des référés du Tribunal de grande instance de Paris avait ordonné l'insertion d'un communiqué de protestation du roi dans tous les exemplaires du livre. Aujourd'hui, à la suite d'un accord, les éditions Flammarion ont présenté leurs excuses au roi et au gouvernement belge, ont reconnu s'être trompées en publiant cet ouvrage et se sont engagées à faire des dons à plusieurs associations qui luttent en Belgique contre la traite des êtres humains.

♦ **ROUMANIE** – Le gouvernement roumain, avec l'accord du roi Michel, a décidé de rapatrier les cendres du roi Carol II, actuellement enterré au Portugal, pour les inhumer solennellement au monastère Curtea de Arges. Cette nécropole royale, située à 130 km de Bucarest, abrite déjà les cendres du roi Carol I^{er} et du roi Ferdinand I^{er}. Le roi Carol II, père du roi Michel, a eu une existence tumultueuse. Il renoua deux fois à la couronne pour pouvoir se marier selon son goût (il fut marié trois fois) et finalement fut renversé en 1940 par un coup d'État organisé par les fascistes de la « Garde de fer » qui imposèrent l'arrivée au pouvoir du général Antonescu. Il mourut en exil au Portugal en 1953.

♦ **PORTUGAL** – Dom Duarte, duc de Bragança est toujours très actif. Ainsi dans la deuxième quinzaine de janvier il est allé en Galice porter son soutien aux volontaires qui luttent contre la marée noire du *Prestige*, a été nommé membre d'honneur de l'Institut lusitano-arabe de coopération – un organisme qui rassemble les principaux ambassadeurs des pays arabes au Portugal – et a participé sous l'égide d'Amnistie Internationale à un colloque sur « Timor et les droits de l'homme ».

♦ **YUGOSLAVIE** – Interrogé sur la monarchie par le journal *Podgorica News* du Monténégro, le prince Alexandre de Yougoslavie a déclaré : « Dans une monarchie constitutionnelle le chef de l'État est le roi et non un homme politique et cela est une bonne solution pour tous nos problèmes politiques. Tous les hommes politiques et tous les partis tireront avantage d'une monarchie constitutionnelle. Il ne fait pas de doute qu'une telle monarchie apporte la stabilité et la continuité et permet de donner plein pouvoir au gouvernement démocratiquement élu ».

Un de nos lecteurs des Vosges se désabonne de *Royaliste* alors qu'il partage les orientations générales de notre journal, qu'il trouve stimulant. Mais il nous reproche des échecs qui contribuent à le désespérer de la politique... Jointe à d'autres réactions critiques, cette lettre (trop longue pour être publiée) souligne la diversité des attentes exprimées par les publics de *Royaliste*. Conscients des ambiguïtés et des faiblesses de notre publication, nous avons décidé de nous expliquer sur notre conception du journal et sur son statut dans notre mouvement, après avoir exposé la sociologie politique de nos lecteurs.

Royalistes lecteurs

La forêt n'est pas la même pour le chasseur et pour le bûcheron, dit le proverbe. Un livre ou un article n'est pas le même pour celui qui l'écrit et pour celui qui le lit. Il y a toujours place pour l'interprétation. Plus le texte est dense, plus les interprétations sont multiples et divergentes. Pour éviter des ruptures peu nombreuses mais toujours regrettables, nous avons décidé de nous expliquer un peu longuement, non pour justifier nos choix politiques, mais pour dire à nos lecteurs comment nous concevons notre bimensuel.

La première réponse paraît évidente. *Royaliste* est conçu en fonction de ses lecteurs, tels que nous pensons les connaître. Or ces lecteurs abonnés (nous ne savons pas grand chose de ceux qui nous lisent sur certains sites de la Toile) forment un ensemble d'une complexité qui nous réjouit mais qui complique la tâche de la rédaction. Nous distinguons en effet trois groupes sociaux :

Le groupe principal est composé de citadins qui appartiennent aux classes moyennes (employés, cadres, enseignants). S'y ajoutent deux groupes peu nombreux mais très attentifs et très exigeants que nous rassemblons sous des termes volontairement vagues et neutres : celui des « autodidactes » de tous âges et de diverses conditions ; celui des « hauts responsables »

parmi lesquels nous distinguons des hauts fonctionnaires (diplomates, magistrats, membres des grands corps), des professeurs d'université, des chercheurs et des intellectuels prestigieux.

Pour détruire un cliché courant, il n'est pas inutile de souligner, au vu de lettres de lecteurs, une grande diversité quant au rapport à la religion : juifs, orthodoxes, catholiques, protestants, musulmans et bouddhistes côtoient des agnostiques et des athées. Cette diversité socioprofessionnelle et religieuse de nos abonnés se retrouve aussi chez les adhérents de la Nouvelle Action royaliste.

Mais tous nos abonnés ne sont pas adhérents, ni même royalistes. Nous sommes donc amenés à distinguer :

Les abonnés adhérents de la Nouvelle Action royaliste, qui se définit quant à elle comme une *société de pensée à vocation révolutionnaire* (dans la tradition des clubs « monarchiens » et monarchistes libéraux des débuts de la Révolution française). Ces abonnés perçoivent *Royaliste* comme la partie d'un tout qui comprend le mouvement (Comité directeur, Conseil national, délégués régionaux et départementaux, militants), ses publications (*Royaliste*, *Cité*, *Lys Rouge*, *La Lettre royaliste*, les livres et brochures), ses réseaux de correspondants en France et à l'étranger. Les adhérents de la NAR lisent *Royaliste* comme

le journal qui exprime la ligne de leur mouvement, définie chaque année en congrès ; ils s'en servent comme d'un instrument de formation politique et d'explicitation de leur projet politique. *Cité* (revue laboratoire qui associe des chercheurs non-royalistes) et le *Lys rouge* (bulletin d'histoire du royalisme dont le rédacteur en chef n'est pas adhérent à la NAR) disposent d'une grande liberté dans leur conception.

Les lecteurs royalistes non adhérents. Ils ont parfois une attitude passionnelle qui peut les conduire à rompre brutalement s'ils se trouvent en désaccord avec un seul article, sur un point qui peut être très mineur (et qui peut très bien ne pas faire l'unanimité au conseil de rédaction...). Ces réactions passionnées s'expliquent par le fait que ces lecteurs confondent souvent l'abonnement à *Royaliste* avec une adhésion à la NAR, mais qu'ils ne participent pas au débat interne et ne peuvent pas infléchir la ligne du journal. Ils sont d'autant plus désorientés qu'ils ne peuvent pas facilement faire la différence entre l'article d'humeur, la réaction ponctuelle, et les articles qui traduisent sur le mode combatif nos convictions profondes - quant à la fonction présidentielle, au droit du sol...

Autre exemple : la seule lecture de *Royaliste* pouvait laisser supposer que le soutien à Jean-Pierre Chevènement avait été adopté dans l'enthousiasme alors qu'en fait les

membres du Conseil national et du Comité directeur avaient décidé à l'unanimité de surmonter leurs réticences et leurs soupçons après avoir reçu les assurances du candidat quant au non-désistement à gauche.

Les abonnés non royalistes qui soutiennent les engagements politiques de la NAR (gaullistes, adversaires de l'ultra-libéralisme, socialistes en rupture de parti, communistes critiques) et qui sont eux aussi très exigeants quant à notre façon de respecter l'idée qu'ils se font de nous... et qui n'est parfois pas tout à fait la nôtre. Par exemple, notre acceptation de la guerre du Golfe avait déplu aux anti-américains systématiques.

Les abonnés non royalistes et non engagés qui considèrent *Royaliste* comme une bonne revue d'analyse politique et d'exploration intellectuelle mais qui se soucient peu de notre ligne politique.

Chaque numéro doit intéresser, au moins en partie, tous ces groupes de lecteurs. Ils nous demandent d'être clairs et précis, sérieux et drôles, combattifs et réfléchis, pleinement nous-mêmes et ouverts sur le monde. Bel idéal. Et mission impossible !

Nous ne saurions expliquer comment nous nous efforçons de parvenir, dans chaque numéro, à un équilibre approximatif entre des injonctions plus ou moins

te et eurs

contradictoires. Mais nous savons que trois modes d'expression auraient vite fait de décourager l'ensemble de nos lecteurs :

- Le brûlot militant, organe d'un « groupe en fusion » voué aux règlements de compte avec les autres journaux royalistes et l'ensemble des groupes politiques, et à l'exaltation d'exploits supposés.

- Le bulletin du comité central d'un appareil politique, publiant de rigides exposés analytiques, des critiques sentencieuses et un ensemble de propositions « programmatiques » assorties d'un rappel systématique de la stratégie et de la tactique de la Direction.

- Le document de propagande expliquant de manière dogmatique nos raisons d'être royalistes.

Peut-on nous objecter que ces trois formules sont des repoussoirs et que nous pourrions faire un peu de tout ? Non. Le mélange d'alcools forts est aussi indigeste que la lourdeur d'un plat unique. Mais en choisissant de faire un « vrai journal », consacré à l'actualité politique et au débat intellectuel, accueillant des invités très divers et s'adressant à un public large, nous nous exposons constamment à divers reproches :

1/ Quant à la monarchie royale, on ne trouve pas dans nos colonnes de démonstration sur le fond et nous ne sommes pas constructifs. C'est certain.

Nous avons choisi de présenter la monarchie au sens fort : la rendre présente, en montrant comment notre projet s'actualise dans le monde moderne. Cela suppose qu'il y ait une actualité de la monarchie, une action symbolique et concrète des princes et des rois. Cette actualité existe en Europe de l'Ouest (monarchies instituées) et à l'Est (Roumanie, Bulgarie), dans nombre de pays arabes et en Asie (Cambodge...) mais elle est actuellement très faible dans notre propre pays alors que naguère nous avions pu accompagner le défunt comte de Paris dans ses campagnes. Nous vivons donc une contradiction que *Royaliste* et la NAR ne peuvent par eux-mêmes dépasser. Il nous faut donc assumer cette situation et préparer l'avenir : nous sommes grandement aidés à cet égard par les réflexions dont nous font part certains rois et certains princes. Quant aux démonstrations de fond, nous renvoyons aux livres publiés es qualité par les dirigeants de la NAR et à notre revue *Cité*.

2/ Notre ligne politique est mal expliquée : trop de « leçons » sentencieusement données, trop de polémiques, trop d'engagements irréfléchis, trop de campagnes ambiguës ou dangereuses pour l'idée royaliste. Pour notre défense, nous ferons remarquer que nous ne prenons jamais une posture de moralistes (les vertus morales s'imposent

aux politiques, ils ne sauraient donner des leçons en ce domaine) et nos critiques consistent en général à souligner les contradictions internes des dirigeants politiques et les conséquences de leurs actes mais sans jamais attaquer des groupes d'électeurs (pas même ceux de Jean-Marie Le Pen) ou des groupes sociaux (nous critiquons le Medef, pas les patrons ; la FNSEA, pas les agriculteurs).

Cela dit, nous savons que *Royaliste* ne donne pas une idée précise de notre ligne politique car un abonné qui n'est pas adhérent peut facilement confondre un article d'humeur ou une prise de position ponctuelle avec une campagne de notre journal. Pour prendre une juste mesure de nos engagements, il y a deux possibilités : lire les déclarations et les motions des congrès de la NAR ; conserver les collections du journal et s'y reporter régulièrement. Ainsi, pour

bien saisir notre position sur les États-Unis, il faudrait consulter une bonne dizaine d'articles et lire le numéro de *Cité* que nous avons consacré au sujet. Les lecteurs des autres magazines peuvent se dispenser de cet effort (pas tous, *Le Monde diplomatique* a son système de renvois et de références et publie des dossiers) mais nous pensons qu'une authentique réflexion politique est à ce prix.

Les malentendus que nous évoquons ne peuvent être dissipés dans l'instant. Nous nous efforçons de les éviter, mais nous demandons à nos abonnés de ne pas trop vite céder à un mouvement d'humeur tout en les priant de continuer à nous faire part de leurs critiques en toute franchise afin que nous puissions affiner ou transformer nos opinions et compléter, aussi souvent que possible, nos explications.

Yvan AUMONT



◆ On peut lire Royaliste de différentes façons...

POUR EN SAVOIR PLUS...

- L'abonnement à *Cité* (24 € pour quatre numéros)
- L'abonnement au *Lys rouge* (13 € pour quatre numéros)
- Les deux brochures contenant les déclarations et les motions votées lors des congrès de la NAR (4 €)
- La brochure " *Royaliste et citoyen* " (5,35 €)
- La brochure " *Monarchie et démocratie* " (3,10 €)
- Le livre " *Le royalisme, histoire et actualité* " (28,50 €)

Choc en toc

Trimestre après trimestre, la revue de géographie et de géopolitique *Hérodote* nous offre une analyse pointue et passionnante du monde tel qu'il est et tel qu'il évolue. C'est un outil indispensable pour comprendre notre temps.

« **L**e XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas. » La célèbre prophétie de Maelstrom prend une résonance particulière à l'heure des attaques terroristes de New York, de Bali, de Moscou, d'Israël et d'ailleurs. Si l'auteur des « *Antimémoires* » voulait croire à un renouveau spirituel de l'humanité, l'histoire nous aura déjà montré que le temps des refondations et de la recherche des certitudes ne sera probablement pas plus calme que le siècle destructeur, niveleur, éradicateur dont nous venons juste de sortir.

Preuve en est aussi l'émergence du thème des religions chez les géopolitologues. Dans son dernier numéro, la revue *Hérodote* nous propose un examen planétaire de cet inexorable glissement du spirituel dans les marécages du rapport de force temporel. Choc des civilisations à l'horizon ? Plutôt un choc en toc :

Dossier H

Pierre Boutang

442 p. nombreuses photos
franco : 40 €

Ce Dossier H rassemble de très nombreux témoignages sur le grand philosophe royaliste. Anciens du temps de la *Nation française*, élèves ou disciples, compagnons de lutte ou simples témoins, ils sont près d'une cinquantaine à avoir apporté leur contribution à ce dossier. On y trouvera également des inédits de Pierre Boutang, des fac-similés de correspondance et de nombreux autres documents.

affrontements suscités, provoqués par des groupes minoritaires à la recherche du pouvoir et de la puissance, instrumentalisation de la foi et des valeurs religieuses à des fins politiques. Tel est le constat dressé par les collaborateurs d'Yves Lacoste.

A nous tous, aux élites, au bon peuple de ne pas tomber dans le panneau. Encore faut-il savoir aussi que les lignes de fracture, comme nous le rappelle *Hérodote*, ne passent pas clairement définies entre des plaques tectoniques homogènes qui correspondraient chacune à une grande religion territorialisée régnant sans partage et sans nuance sur les consciences. Les démarcations s'opèrent bien plutôt à l'intérieur de nos cités et de nos banlieues, épousant des fractures dont l'origine ne doit rien aux différences religieuses. Sur d'autres continents, les frontières se tracent dans les têtes et non sur des cartes d'état-major. En terre musulmane, elles peuvent courir le long de *no man's lands* culturels hésitant entre nostalgie et modernité, entre fermeture et démocratie.

Les géopolitologues nous préviennent : il y a encore de l'espace pour agir, tout n'est pas scellé, les prochaines guerres de religion peuvent encore être évitées.

François VERRAZZANE

« *Religions et géopolitique* »
— *Hérodote* n°106 — prix franco : 18 €.

Persévérer dans l'absurde

Il est maintenant prouvé que les privatisations, en Europe comme aux États-Unis, sont coûteuses pour le consommateur, dangereuses à tous égards, absurdes dans leur principe. Et pourtant ils s'obstinent...

On nous avait dit que l'État était le plus mauvais de tous les gestionnaires et que sa bureaucratie étouffait l'initiative industrielle. On nous avait répété sur tous les tons que les entreprises nationales devraient être privatisées pour atteindre la « taille critique » et trouver leur « rang mondial ». On avait même cru pouvoir démontrer que la concurrence était le meilleur de tous les stimulants possibles et que « le consommateur s'y retrouverait » car les prix baisseraient.

Ce fatras idéologique, qui inspirait le couple Thatcher-Reagan, leurs héritiers et leurs imitateurs en Europe continentale, a toujours été refusé par nombre d'économistes réputés et se trouve désormais démenti par les expériences de privatisation qui ont été faites aux États-Unis et dans les pays européens.

Démenti cinglant, marqué par les pénuries d'électricité en Californie et par la faillite d'Enron, précisément analysées par les auteurs du livre noir des privatisations (1) qui ont le grand mérite d'élargir et d'approfondir cette première observation. Certes, nous avons pu constater les désastres provoqués par la privatisation des chemins de fer britanniques (accidents, retards, désordres en tous genres) mais il était bon de souligner que la dérégulation a produit les mêmes effets négatifs ou franchement catastrophiques en

Suède, en Norvège, en France (télécommunications), en Allemagne, dans divers pays d'Amérique latine et en Russie. Partout, les consommateurs ont subi des hausses considérables de prix, des licenciements massifs ont été effectués, la production industrielle et les services publics ont été désorganisés.

Paradoxe : les libéraux promettent la sécurité aux citoyens alors que la déréglementation les menace dans leur vie (lorsqu'un train déraille), dans leur santé (lorsque les contrôles alimentaires deviennent défaillants) dans leurs biens (lorsque le gardiennage des aéroports est confié à des sociétés douteuses).

Et pourtant, à Bruxelles, à Paris, à Londres, à Berlin, à gauche comme à droite, on s'obstine à privatiser encore et toujours alors que nul n'ignore plus l'absurdité de cette recette érigée en principe. Le temps n'est plus aux lamentations mais à la résistance active. Ce livre noir y contribue fortement.

Jacques BLANGY

(1) « *Services publics, le livre noir des privatisations* ». L'Harmattan, 2002. Préface de Gérard Delfau. L'ouvrage est publié par l'association Promouvoir les Services publics (BP 111 - 75264 Paris Cedex 6) qui regroupe des élus, des universitaires, des particuliers. prix franco : 16 €.

Habermas et le devenir de l'homme

Il est proprement impossible d'échapper aujourd'hui à l'emprise intellectuelle de Jürgen Habermas. Peut-être plus encore que John Rawls, il est le penseur contemporain qui a posé les conditions du dialogue démocratique. Celui qui fonde l'existence même de nos sociétés. Un tel dialogue repose sur deux préalables. Celui du pluralisme et celui de la sécularisation. Il faut nous accepter différents dans nos choix fondamentaux mais la nécessité de vivre ensemble crée l'obligation d'une communication ordonnée entre citoyens. Cette communication ne peut se faire que dans le langage commun d'une rationalité séculière, c'est-à-dire libérée de toute tradition autoritaire et d'a priori métaphysique ou religieux. En effet, il n'y aurait pas possibilité d'échanges d'arguments si les participants au débat étaient dans l'incapacité de reconnaître les arguments des autres.

De ce point de vue, Habermas est proprement irréfutable. Cependant, il pose lui-même les limites de son « système », dès lors que se trouve en péril l'humanité de ceux qui participent à l'élaboration du dialogue civique. Rawls éludait la difficulté en protégeant d'un voile d'ignorance ce qui divisait par trop les esprits. Faute de pouvoir s'unir sur une conception commune du Bien, il était loisible aux individus de définir les conditions pratiques de la justice. Habermas est trop philosophe et trop héritier de l'humanisme pour se contenter de cet ultra-minimalisme. Se voulant post-métaphysicien, il lui faut penser l'être des individus contemporains, doués de raison et de liberté. Ce faisant, il ne saurait se passer du concours de Kant, fondateur de l'autonomie moderne en accord avec un universalisme éthique. Il y ajoute Kierkegaard, père de tous les existentialistes, en ce qu'il définit le « pouvoir être soi-même ». Philosophe profondément religieux, l'auteur de *Ou bien... ou bien* n'en est pas moins le passage obligé de tous ceux qui ont le désir d'assumer les exigences de la liberté moderne.

Or, il se trouve qu'aujourd'hui les conditions fondamentales d'un dialogue entre sujets égaux sont menacées par les pouvoirs d'intervention des techniques sur l'intégrité de ces sujets. C'est le *pouvoir être soi-même* qui est en péril lorsque l'on donne à l'autre que soi la possibilité d'intervenir volontairement dans sa constitution biologique. Jusqu'alors cette dernière relevait de la rencontre de deux patrimoines génétiques qui créait une situation originale, un point de départ sur lequel le sujet allait construire son propre devenir. Mais dès lors qu'il y aurait désormais intervention volontariste pour fixer un certain nombre de caractéristiques qui relevaient autrefois d'un simple donné, le jeu est brouillé. L'individu se trouve assujéti à des décisions où il n'a pas pris part et qui l'obligent à suivre un cours déterminé par d'autres que lui-même.

Il s'agit là d'une question anthropologique extrêmement grave dans la mesure où elle bouscule la structure de la société et des individus en contrevenant aux principes a priori de la modernité. Impossible de ne pas philosopher là-dessus. Habermas ne peut que reconnaître l'importance fondatrice attribuée par Hannah Arendt à la notion de *naissance*, comme commencement absolu. « *Le commencement nouveau qui se produit dans le monde à chaque nouvelle naissance, écrivait-elle, ne peut prendre vigueur en ce monde que parce qu'il revient au nouveau venu de créer lui-même un nouveau commencement, c'est-à-dire d'agir.* » La naissance, commente Habermas, marque une ligne de partage entre nature et culture, entre destin naturel de l'organisme d'une personne et son éveil à la socialisation. Paul Ricoeur parlerait sans doute de démarquage entre ce qui concerne le caractère (c'est-à-dire l'inné) et l'émergence du soi-même (c'est-à-dire la liberté du sujet). C'est ce démarquage qui se trouve compromis avec l'intervention préalable d'un tiers qui empêche l'individu d'être le seul maître d'un nouveau commencement. « *La situation de la personne programmée est analogue à celle du clone qui, par le regard modélisant porté sur la personne et la biographie du « jumeau » décalé, est privé d'un avenir non obturé qui lui soit propre.* »

par Gérard Leclerc



Nous ne poursuivrons pas, ici, la discussion passionnée qui récusé les prétentions eugéniques de la science contemporaine. Habermas montre combien il est difficile de faire la différence entre un eugénisme thérapeutique qui entend protéger l'individu des risques des diverses pathologies d'un eugénisme positif qui remodèle l'individu. Mais c'est la question philosophique qui doit être élucidée avant toute chose, parce qu'il serait vain de poursuivre le projet démocratique en ce qu'il a de plus impératif, si disparaît la perspective d'une éthique humaine, « *ce par quoi nous déterminerons si nous pouvons encore continuer de nous comprendre comme des êtres capables d'agir et de juger moralement.* » C'est sur cette interrogation qu'Habermas nous apporte un éclairage proprement philosophique qu'il nous est précieux d'entendre.

Le penseur qui inspire nos comités consultatifs d'éthique nous met en garde contre un scientisme incapable de nous éclairer sur les énigmes anthropologiques. Certes, les connaissances scientifiques nous sont indispensables, même pour l'information de nos choix moraux, mais ce qu'on appelle *éthique scientifique de la connaissance* s'avère incapable de trancher en matière de bioéthique et plus généralement en tout ce qui concerne les engagements de la liberté. Le scientisme, dit encore Habermas, n'est pas de la science. Ce n'est que de la mauvaise philosophie. Or l'exigence philosophique s'affirme pour prendre position dans des discussions qui sinon seraient enchaînées à la pire logique libérale, celle qui croit que le lien social est réductible « *aux concepts du contrat, du choix rationnel et de la maximisation des profits.* ». L'apport des traditions religieuses pourrait s'avérer indispensable du fait du patrimoine symbolique incomparable dont elles sont porteuses. Il faut absolument lire les pages décisives du théoricien de l'agir communicationnel sur *foi et savoir*, où le philosophe montre en somme que nous avons besoin d'une nouvelle alliance envers l'un et l'autre, dans des formes sans doute inédites, mais qui permettent par avance d'espérer que l'homme soit supérieur aux défis qu'il s'impose à lui-même.

Jürgen Habermas - « *L'Avenir de la nature humaine - Vers un eugénisme libéral ?* », Nrf essais Gallimard, prix franco : 17 €.

Anars

Effets de mémoire

André Hélène fut l'un des auteurs de romans noirs français les plus prolifiques et des plus talentueux de l'après-guerre. Ses romans ancrés sur fond historique ou sur le monde des voyous parisiens possèdent un ton particulier, immédiatement reconnaissable.

Le Cheval d'Espagne - écrit en 1959 - a pour thème la geste tragique des anarchistes espagnols poursuivant, vingt ans après la guerre civile, un combat solitaire aux allures de tragédie contre une des dictatures les plus hypocrites qu'ait connues l'Europe.

Hélène dans ses romans « espagnols » est un écrivain de la zone frontalière qu'il s'attache à décrire avec une sensualité quasiment olfactive. Ses descriptions ont une senteur et une musique. Il met en jeu des anarchistes utopistes que le lecteur trouve instantanément sympathiques face au redoutable Cheval d'Espagne, figure diabolique, chef phalangiste d'un escadron de la mort, vouant une haine quasiment malade, issue d'un autre âge, aux militants anti-franquistes. Militants qui pour certains connaissent l'amertume et la lassitude d'un combat sans fin. Son intrigue captivante est certes peu vraisemblable, mais là n'est pas l'important, il réside plutôt dans son hommage aux combattants des causes en apparence perdues.

Rendons grâce aux éditions E/dite de sortir des oubliettes un auteur noir des plus brillants et de le restituer au public dans toute sa chaleur mais également toutes ses illusions.

Bruno DIAZ

■ André Hélène - « *Le Cheval d'Espagne* », éditions E/dite, prix franco : 13 €.

Une presse abondante et élogieuse a salué ce livre, et peu nous importe que le copinage ait pu être à la source de ce flux, car, pour une fois, il ne fut ni frauduleux, ni injuste. *Tigre en papier* d'Olivier Rolin est un excellent roman. Il mérite toutes les louanges.

Qu'en dire qui ne l'ait déjà été ? Un dispositif narratif d'une grande intelligence. Un style en parfaite adéquation à l'objet du récit. Un sujet passionnant. De nos jours, une nuit, sur le périphérique parisien, un homme mûr et une jeune fille dans une voiture qui roule, roule, roule, comme mise sur orbite, les enseignes lumineuses figurant ici ces étoiles devenues invisibles dans nos nuits urbaines. La voiture, une vieille DS, s'appelle « remember », un mot qui sonne comme une devise jacobite, et il est vrai qu'il y a, dans le récit, comme quelque chose d'une épopée stuartiste dans une Angleterre désormais toute anglicane, même si, ici, nos protagonistes se seraient sans doute sentis idéologiquement plus proches des Têtes Rondes. Bien sûr, le combat est perdu, et tout porte à croire qu'il l'était depuis toujours, mais il reste qu'il faut bien témoigner qu'il y a eu un passé, et que ce passé n'était pas ce présent. Le présent perpétuel, que l'on veut nous vendre, celui où la question de l'avenir devient sans objet puisque que le passé est irrémédiablement inconcevable, est plus qu'une mauvaise camelote, une imposture.

La jeune fille est une jeune fille d'aujourd'hui. Quelques

touches suffisent à la dépeindre. Mais elle a eu un père qu'elle n'a pas vraiment connu. Elle voudrait bien savoir qui était ce père. Il était l'ami de l'homme mûr, celui qui conduit la DS « remember ». Alors, il va lui raconter, tout en la raccompagnant chez elle à l'issue d'une de ces soirées que l'on qualifierait d'anciens combattants. Et les souvenirs reviennent. Ils étaient là, quelque part enfouis dans ce continent désordonné qu'est la mémoire, comme était garée quelque part la DS « remember », dans le fouillis des rues entre Place des Fêtes et Ménilmontant.

Ils étaient maoïstes. Au lendemain de Mai 68, dans la France pompidolienne, ils voulaient faire la révolution, une révolution selon le modèle tracé par le Grand Timonier. Une espérance. Une connerie. Dans le chaos des souvenirs ; ironie et nostalgie se mêlent. La pureté idéologique, jusqu'à la stupidité, aujourd'hui évidente mais alors méconnue, quoique déjà quelques doutes... Les portraits défilent,

tendres et durs, tout un univers disparu, englouti, presque inimaginable. Ils se voulaient d'authentiques militants révolutionnaires, pas des salonnards blablateurs ; ils leur fallait donc passer aux actes. Ils étaient à la lisière du terrorisme, les camarades italiens et allemands franchiraient la ligne, eux pas. Comme s'ils s'étaient soudain réveillés... Un réveil difficile. Le père de la jeune fille ne s'en remettrait pas.

Étrange alchimie des souvenirs. D'un père à l'autre. Lui non plus n'a pas connu son père. Lui aussi a voulu savoir qui il était. Un père Résistant, puis Lieutenant engagé volontaire en Indochine, mort quelque part sur un bras du Mékong, tué accidentellement. Un héros, mais aussi l'auxiliaire de ce qu'ils appelaient une « guerre impérialiste ». Il ira au Viêt-Nam, à la recherche du lieu fatidique, comme pour apaiser un fantôme. Les fantômes aussi peuplent la mémoire, les fantômes d'une autre guerre. Là est peut-être la clé de leur engagement aberrant : ils étaient d'une génération qui voulaient apaiser les fantômes.

Patrick PIERRAN

■ Olivier Rolin - « *Tigre en papier* », Seuil, 2002, 268 p., prix franco : 18 €.

Chantal de Badts de Cugnac & Guy Coutant de Saisseval

Le Petit Gotha 2002

Nouvelle édition augmentée, 990 pages - franco : 63 €

Cet ouvrage monumental est un véritable *Who's who* des familles royales ou impériales d'Europe. Pour chaque pays : notices historiques, histoire de la dynastie, règles de succession, généalogie, indications biographiques. Ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent aux monarchies européennes.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieux or ou vieux argent) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

► Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

► Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

► Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

NAR en TEXTES

Chaque année depuis 1981, ont été votées par les adhérents de la NAR, lors de nos congrès, des motions fixant les positions de notre mouvement sur les grands sujets d'actualité. Rassemblés en deux brochures ces textes forment un corpus qui explique et éclaire notre projet politique.

► La NAR en textes (1) - congrès 1981-1991 - prix franco 1,50 €.

► La NAR en textes (2) - congrès 1992-1999 - prix franco 1,50 €.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

► Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

► Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

► Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2002 (sauf 1979).

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 8 €.

► Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 8 € franco également.

INTERNET

Internauts ! communiquez-nous votre adresse courriel et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ».

Un simple message (NouAcRoyal@aol.com) à notre intention suffira.

► Communiquez-nous également les adresses électroniques de vos amis auxquels nous pourrions adresser nos publicités.

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 5 février** - Il y a un peu plus d'un an se tenait un colloque sur le thème « Transitions et dérives dynastiques dans les monarchies arabes ». Les actes de ce colloque viennent de faire l'objet d'une publication et nous avons demandé au professeur Rémy LEVEAU qui a dirigé ces travaux de bien vouloir venir nous présenter ces « *Monarchies arabes* » nombreuses, mais très diverses quant à leur nature et leur mode de fonctionnement.

● **Mercredis 12 et 19 février** - Pas de réunion en raison des vacances scolaires d'hiver.

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « *carte d'abonné* » (8 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

Luttes de classes

Licenciement des six cents salariés d'ACT Manufacturing à Angers. Fermeture brutale de Palace Parfums en Seine Maritime, de Metaleurop dans le Pas-de-Calais, de Jégo-Quére dans le Morbihan.

Annouce, en France et en Europe, de dépôts de bilan et de plans de restructuration (Arcelor) qui entraîneront la suppression de milliers d'emplois...

Comme naguère Lionel Jospin, Francis Mer se dit « révolté par la manière ». Comme Elisabeth Guigou et Martine Aubry, Nicole Fontaine, ministre de l'Industrie, déclare qu'elle est « scandalisée ». Les simples citoyens, qui ne savent comment venir en aide aux victimes de ce capitalisme sauvage, peuvent et doivent crier leur colère. Mais que les ministres en fonction nous épargnent la mise en scène de leur compassion !

Le gouvernement a le pouvoir de faire cesser les scandales sociaux par des projets de loi appropriés. Dans d'autres domaines (la petite délinquance, la prostitution, l'immigration clandestine), il fait étalage de sa capacité à réprimer et à punir pour répondre, dit-on, aux attentes de l'opinion. Mais curieusement, lorsque des Français se trouvent dans la situation d'insécurité dramatique qui fait suite à leur licenciement, les belles âmes gouvernementales leur adressent des messages de condoléances. A Angers, les salariés brutalement expulsés de leur usine par la police et leurs camarades de Daewoo récemment dénoncés comme « terroristes » sur une chaîne du service public n'oublient pas que les fragiles dispositions légales

qui entouraient les suppressions d'emplois ont été suspendues et que le Premier ministre s'est déclaré pleinement solidaire du Medef lors du congrès de cette organisation.

Les ouvriers et l'ensemble des salariés de notre pays savent qu'ils n'ont rien à attendre d'un président de la République qui est supposé exercer une fonction arbitrale et d'un gouvernement censé « déterminer et conduire la politique de la nation ». L'arbitrage, pour Jacques Chirac, se réduit aux jeux de la



majorité. La nation « réelle », pour Jean-Pierre Raffarin et ses principaux ministres, trouve son expression dans les sondages sur le sentiment d'insécurité et sa représentation dans les deux corporations que constituent le Medef et la FNSEA et dans les féodalités régionales.

Qu'on ne s'étonne pas si des groupes de salariés, livrés aux décisions des groupes financiers par le gouvernement et mollement soutenus par les confédérations syndicales, en viennent à commettre des agressions. Il en était de même à la fin du XIX^e siècle, avant que le développement du syndicalisme d'action directe (ou « anarcho-syndica-

lisme ») permette l'organisation des luttes de classes dans une perspective révolutionnaire.

L'évocation de telles luttes est aujourd'hui inconvenante. Cela « fait marxiste », autrement dit c'est dépassé et intrinsèquement totalitaire. Ne nous laissons pas impressionner. On peut reconnaître l'existence et la nécessité des luttes de classes sans l'inscrire dans une problématique marxienne. La lutte des classes n'est pas le moteur de l'histoire, c'est aux auteurs libéraux (Guizot) que nous devons sa conception première et il est par trop sommaire d'opposer dans une lutte à mort bourgeois et prolétaires. Ce sont là de vieux débats, moins importants à nos yeux que ceux qui portent sur la nouvelle conception, tout aussi globalisante mais tièdement réformiste, de la lutte des classes. En gros, celle de la direction de la CFDT et de ses relais médiatiques qui opposent aux chantres de la globalisation ultra-libérale les combats menés par la « société civile mondiale ».

C'est là une fiction qui nous conduira à la défaite si elle continue de prévaloir. Les luttes de classes sont des luttes politiques, qui opposent des oligarchies nationales à des groupes multiples de salariés (ouvriers, employés, cadres) et qui doivent viser à un nouveau compromis social : celui que ferait prévaloir un État agissant selon son principe premier, la justice, par le moyen d'un programme politique de nationalisations et de redistribution équitable du revenu national. Cela n'exclut pas la solidarité internationale des salariés en lutte. Mais il faut commencer par le commencement : politiser les luttes sociales et les situer dans une perspective nationale de libération.

Bertrand RENOUVIN